

KPB – archief Archives PCB
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF PB

PB / BP 20

Nummer:

1.9.1

BP20_1972

Janvier 1972

BP20_1972_01

Communiqué

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique a appris avec émotion la mort de Frans Masereel, artiste éminent de notre pays. Il s'incline devant la mémoire de cet homme qui ne fut pas seulement un graveur admiré dans le monde entier, mais aussi un progressiste qui, toute sa vie, fut aux côtés du mouvement ouvrier et mêlé à ses luttes pour la démocratie, la paix et le socialisme.

Le Bureau politique
du Parti communiste.

Bruxelles, le 4 janvier 1972.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België heeft met ontroering het overlijden vernomen van Frans Masereel, een vooraanstaand kunstenaar van ons land.

Het brengt hulde aan de nagedachtenis van deze man, die niet alleen een grafisch kunstenaar was die doorheen de ganse wereld bewonderd werd, maar ook een progressist die, gedurende gans zijn leven, aan de zijde stond van de arbeidersbeweging en mee betrokken was in haar strijd voor democratie, vrede en socialisme.

Het Politiek Bureau der
Kommunistische Partij van België

Brussel, 4 januari 1972.

- Aux membres du Bureau politique
 - Aux camarades présents ou invités
à la réunion du 5.1.1972
-

Note sur le problème scolaire

A l'initiative du Bureau politique s'est tenue, le 5.1.72, une réunion "informative et consultative" sur les problèmes liés à la revision ou de la refonte du pacte scolaire, à laquelle étaient invités des camarades enseignants assumant des responsabilités politiques ou syndicales importantes dans les principales régions du pays.

Y prirent part, outre Rosine Lewin, Claude Renard et le soussigné, les camarades Noëlla Dinant (Borinage), Michèle Fonteyne (Centre), Deglin et Hotterbeeckx (Liège) et Louise Gotovitch (Bruxelles).

Les participants à la réunion se trouvèrent rapidement d'accord pour :

- approuver globalement la Déclaration du BP du 23.12.1971;
- constater que cette prise de position n'avait fait cependant qu'amorcer l'effort à fournir par le parti, pour préciser son orientation quant au contenu à donner à un pacte scolaire de type nouveau, réellement démocratique;
- souhaiter que ledit effort, qui ne constitue qu'un aspect de celui qui s'impose à l'égard de toute la politique de l'enseignement, puisse se développer avec la participation du plus grand nombre de camarades possible, tant au niveau national (par une plus grande régularité et un meilleur fonctionnement de la commission enseignement près le C.C.) que dans les fédérations (grâce à une action spécifique du Parti en direction, non seulement des enseignants, mais encore de tous les milieux populaires intéressés à l'amélioration et à la démocratisation de l'enseignement).

La réunion passa ensuite à un premier - et fort intéressant - échange d'informations et de vues sur le fond du problème posé, compte tenu à la fois des péripéties de la crise gouvernementale, des discussions en cours dans les milieux les plus directement concernés (notamment les syndicats d'enseignants), et de l'orientation prise par le Parti en matière de regroupement des progressistes.

De cet échange de vues, le soussigné croit pouvoir dégager les éléments de synthèse ci-après :

- 1) la position du Parti à l'égard des aspects actuels et à moyen terme du problème scolaire devrait se définir explicitement à la lumière de la perspective de l'école unique, démocratique et pluraliste (c.à.d. où toutes les tendances philosophiques ont "droit de cité") qu'il postule pour la future Belgique socialiste (à cet égard, les participants ont souhaité **disposer** d'informations les plus précises possibles sur les recherches et les débats entrepris, dans une perspective similaire, notamment par le PCF et davantage encore, semble-t-il, par le PCI - sur les travaux duquel une note a été demandée à Michèle Fonteyne).

- 2) un pacte scolaire de type nouveau, réellement démocratique devrait dès lors tendre, à la fois, à rapprocher les deux réseaux (voire les trois ?), à les démocratiser et, dès lors, à les dégager (autant que faire se peut) de l'emprise du système (capitaliste monopoliste d'Etat).

Ceci implique nécessairement, en ce qui concerne l'enseignement catholique, un élargissement important des droits (syndicaux, démocratiques, de contrôle sur et de participation à la gestion) des enseignants, des associations de parents, des groupements de jeunesse, voire des représentants des forces sociales (du quartier, de la commune, de la sous-région) face aux structures autoritaires qui président aux destinées de cet enseignement; en ce qui concerne l'enseignement public, l'élargissement des mêmes droits face, notamment, aux tendances monopolistes en matières d'orientation, de gestion, de nominations, coutumières aux partis contrôlant les ministères ou échelons concernés; en ce qui concerne les deux réseaux, la promotion d'une coopération "à la base", "sur le terrain", notamment en matière d'utilisation en commun d'une série d'infrastructures - coopération pouvant aller, là où les conditions sont mûres, jusqu'à la création d'écoles "pluralistes" disposant d'une autonomie suffisante à la fois vis-à-vis des "émissaires de la rue Grimard" et des "délégués du ministre ou de l'échevin".

Un tel pacte ne pourrait résulter que d'une négociation (et d'une lutte) à laquelle participent, outre les représentants des partis traditionnels et ceux des pouvoirs organisateurs des deux réseaux (voire des trois ?), ceux des autres partis représentés au Parlement et ceux des enseignants, des associations de parents, des groupements de jeunesse des mêmes réseaux.

La réalisation de ce pacte devrait s'effectuer sous le contrôle d'une commission nationale ("articulée", mais non scindée en deux branches communautaires), de commissions sous-régionales et de commissions locales comprenant les représentants (au niveau correspondant) de l'ensemble de ces forces.

Dans le cadre d'un pacte de ce type, il est parfaitement concevable que les établissements des deux réseaux (voire des trois ?) - y compris leurs bâtiments - soient financés de la même manière par les pouvoirs publics (moyennant un contrôle démocratique approprié et "égal pour tous" - et moyennant la garantie, partout, d'un libre choix effectif pour les tenants de l'école laïque autant que de l'école chrétienne.

- 3) Il ressort à l'évidence de ce qui précède, que le Parti ne saurait que s'opposer à toute révision du pacte scolaire de 1958, qui se bornerait à aménager les conditions de la coexistence entre les deux réseaux existants (voire les trois ?) - et ce, nécessairement, dans un sens favorable aux revendications des dirigeants non moins démocrates de l'enseignement catholique - sans rien modifier, dans le sens du rapprochement et de la démocratisation à leurs structures respectives.

Et il y a évidemment tout lieu de craindre, que tel soit le sens des tractations, engagées entre les deux partis gouvernementaux. Ces tractations portent en ordre essentiel, on le sait, sur deux questions :

- 1°) l'égalisation complète, à charge de l'Etat, des rémunérations et autres avantages entre enseignants des deux réseaux (religieux compris); il s'agit là, certes, d'une exigence légitime en soi,

.../..

dans toute la mesure où les dits rémunérations et avantages bénéficient pleinement aux intéressés; c'est pourquoi, son acceptation risquerait fort d'être un leurre, si elle n'allait pas de pair avec l'octroi, aux enseignants du réseau catholique, d'une stabilité d'emploi, d'un statut syndical et d'une sécurité professionnelle identiques à celles de leurs collègues du réseau dit public.

2°) le financement par l'Etat des constructions de l'enseignement catholique, éventuellement par le biais d'un "Fonds des Constructions scolaires" restructuré à cet effet, et transféré des Travaux publics à l'Education nationale; une telle réforme peut certes recéler un élément positif, dans la mesure où elle "unifie" la politique de construction des deux réseaux - voire des trois ? - sous l'égide du ministère le plus approprié à cet effet, mais cet élément positif se réduirait bientôt à fort peu de chose (voir en son contraire) si ledit Fonds se bornait en fait - comme le voudrait à coup sûr les "sommets" des deux partis gouvernementaux - à associer les pouvoirs organisateurs des deux (ou trois ?) réseaux dans une nouvelle structure centralisée et non-démocratique, par le biais de laquelle les représentants de la "rue Grimard" et ceux d'un quelconque cabinet PSB-iste oeuvreraient de concert à "consolider le statu quo" (rien moins que démocratique) dans l'enseignement catholique et à refréner encore davantage les innovations "gênantes" (voire les créations indispensables) dans l'enseignement laïc.

Bruxelles, le 14 janvier 1972

L. VAN GEYT.

Attention : Nous aurions souhaité annexer à la présente, et à titre d'information, copie d'un texte adopté au sujet de la revision du pacte scolaire par la Régionale boraine du Secteur Enseignement de la CGSP. Ce texte ne nous étant pas parvenu à ce jour, nous nous réservons de vous le faire parvenir ultérieurement.

Amendement de la Régionale Mons-Borinage
au texte de la CGSP-Enseignement sur le Pacte scolaire.

Objectifs à court terme

Toute nouvelle école construite avec les deniers publics serait une école pluraliste.

Fonctionnement de cette école

.....

.....

A court terme

Le personnel serait désigné en fonction de l'option des chefs de famille tout en respectant la proportion des élèves inscrits dans un groupe ou dans l'autre; il serait créé dans ces établissements des options non contraignantes. Ces écoles seraient dirigées par un Conseil local composé des représentants des pouvoirs publics, des parents, du personnel, des étudiants, des organisations syndicales représentatives. Il subsisterait donc un cloisonnement entre les deux formes d'enseignement.

A moyen et

A long terme

suppression du cloisonnement existant - établissement progressif du dialogue : un des buts de ce dialogue serait d'imaginer ensemble une formule neuve d'éducation allant dans le sens de la démocratie et d'une attitude commune face au progrès, au changement.

Attitude face au Comité Cool : pas de subsides pour les créations antérieures, toute nouvelle école serait pluraliste.

L'accord pourrait se faire sur l'égalité dans les 2 réseaux en ce qui concerne les individus.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 26 décembre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 7 JANVIER 1972 A 10 HEURES.
=====

A l'ordre du jour :

- Le Gouvernement.
- Positions dans les luttes revendicatives.

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 7.1.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux
Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusé : A. De Coninck.

- Le futur gouvernement

- adopter une position très critique tout en soulignant que sous une pression de masse, certaines aspirations populaires pourront être rencontrées par le gouvernement. (voir texte du communiqué du BP adopté unanimement).
- effort du Parti, pour qu'au départ de réalités régionales, se réalisent des fronts progressistes orientés vers des positions critiques à l'égard du gouvernement - ce qui implique la discussion d'un programme - commencer par soumettre le nôtre.

A cet effet, répondre à l'offensive idéologique des adversaires visant à :

- a) prétendre que l'expérience de l'UDP de Mons, vu ses particularités, ne peut être répétée ailleurs;
- b) canaliser vers la tendance "Yerna-Bastin" impliquant une subordination de la constitution de fronts à l'accord avec le PSB.

Moyens : 1) faire un effort de synthèse programmatique

Cl. Renard - sera aidé par J. Blume.

2) polémiquer avec le livre "Yerna-Bastin" : Drumaux.

- voir comment diffuser cette prise de position dans d'autres journaux et à la RTB.

- Pouvoirs des Conseils culturels : Levaux fera un article dans D.R. explicitant la position défendue devant Leburton.

- Luites revendicatives

- Van Geyt établira à l'intention des sections d'entreprise du parti, une note récapitulative qui pourra servir de base à l'élaboration de tracts à adapter selon les régions concernées.

(- appui aux revendications salariales)

- efforts pour arriver à des accords régionaux les meilleurs
- dénoncer la tactique patronale qui, sous une certaine pression, est passée du blocage "raide" au blocage "élastique"
- arriver à une confrontation nationale par CNT
- poursuivre la recherche de formules et de positions politiques montrant les alternatives politiques susceptibles d'entamer le pouvoir politique des monopoles (indépendance politique des syndicats à l'égard du PSB - contrôle ouvrier).

- Tarifs médicaux (proposition de Van Hoorne)

- condamner l'augmentation des tarifs en raison de leur expression de la tendance à la vie chère mais ne pas suivre la proposition Van Hoorne de refus par la population. Turf en parlera à Van Hoorne.

- Congrès fédéraux

- Veiller à ce que la composition nouvelle des Comités fédéraux corresponde à la politique définie notamment par les rapports au dernier C.C. Envoyer à cet effet une note aux fédérations. Le membre du B.P. chargé de participer à un congrès fédéral suivra la préparation du Congrès sous cet angle et il demandera à participer à la Commission fédérale des candidatures.

- Présences des membres du B.P. aux Congrès fédéraux :

.../...

<u>22 janvier</u> :	Denderstreek	: A. De Coninck
	Zuid West-Vlaanderen	: Debrouwere
	Centre	: J. Blume
	Brabant Wallon	: L. Van Geyt
	Charleroi	: Glineur - Dussart
	Thudinie	: désigner un membre du C.C.
 <u>29-30 janvier</u> :	Verviers	: M. Levaux
	Tournai	: Renard - Coussement
	Borinage	: Drumaux
	Anvers	: Van den Branden, Debrouwere, De Coninck
	Gand	: Turf
	Huy-Waremme	: désigner un membre du C.C.
	Namur	: " " " " "
	Noord West-Vlaanderen	: " " " " "
 <u>5 février</u> :	Limbourg	: désigner un membre du C.C.
 <u>12 février</u> :	Bruxelles	: Van Geyt et J. Blume
 <u>19-20 février</u> :	Liège	: Levaux et Dussart
 <u>27 février</u> :	Ourthe-Amblève	: désigner un membre du C.C.
	Nord Brabant	: " " " " "

- Réunion à Budapest le 24/1/1972 pour une rencontre avec le P.C. Grec (Kollyanis) : accord sur participation Jan Debrouwere.

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique exprime l'inquiétude et l'indignation de tous les communistes belges à propos du cynisme avec lequel le président Nixon a exposé, à la T.V. américaine, ses objectifs dans la poursuite de l'agression américaine contre le Vietnam et toute l'Indochine.

Derrière les promesses trompeuses d'un retrait continu des troupes américaines du Vietnam, le président Nixon fait planer la menace d'une nouvelle escalade. Les récents bombardements massifs sur la République Démocratique du Vietnam, qui ont à nouveau fait de nombreuses victimes parmi la population civile, apparaissent comme un commencement d'application de cette menace. En prenant prétexte de l'argument démagogique de la libération des prisonniers de guerre américains par les Vietnamiens, il procède au chantage de nouveaux raids aériens. Il veut en outre maintenir une force importante américaine au Sud-Vietnam, pour manifestement faire face à l'échec de sa soi-disante politique de "vietnamisation". Cette tactique est appuyée par l'utilisation accélérée des techniques les plus modernes et les plus raffinées, développées par le Pentagone.

Le gouvernement américain reproche au gouvernement de la République Démocratique du Nord-Vietnam, et au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam, de saboter les négociations pour la paix à la conférence de Paris. Or c'est le gouvernement américain qui refuse obstinément la discussion du plan en 7 points soumis par l'intermédiaire de Madame Thi Binh, par la délégation sud-vietnamienne, alors que ce plan offre une base sérieuse et réaliste pour mettre fin à la guerre au Vietnam.

Face aux difficultés croissantes rencontrées par l'administration Nixon, tant aux Etats-Unis que dans le monde entier, le président américain a manifestement choisi la stratégie de la fuite en avant et la poursuite de l'agression. Sa campagne électorale s'appuie sur cette stratégie.

Il est extrêmement urgent pour l'opinion publique de notre pays, pour tous ceux qui se préoccupent du sort de la population vietnamienne et de la paix mondiale, qu'ils se rendent pleinement compte des grands dangers d'une telle politique. Pas de fausses illusions! La guerre au Vietnam et le calvaire de la population vietnamienne - et celui de toutes les populations d'Indochine - en lutte pour leur libération, continue. Seule la pression de toutes les forces démocratiques du monde entier peut obliger les Etats-Unis à tirer les conclusions réalistes de leurs échecs en Indochine, à savoir le retrait de tout leur potentiel d'agression.

.../.

C'est pourquoi le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique appelle toutes les forces démocratiques du pays, à amplifier énergiquement et sans défaillance, leur soutien politique, matériel et moral aux résistants indochinois.

Le gouvernement belge doit prendre position ouvertement et concrètement. Le soutien déclaré au plan en 7 points du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam et l'établissement de relations diplomatiques avec Hanoï - comme l'ont déjà fait d'autres gouvernements ouest-européens - constitueraient une contribution belge importante au rétablissement de la paix en Indochine.

Au moment où Nixon choisit la poursuite de l'agression, c'est la solidarité de chaque démocrate qui devient un devoir impérieux.

Le Bureau Politique du Parti Communiste
de Belgique

Bruxelles, le 7 janvier 1972.

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste a examiné les éléments connus du programme de législature que le PSC et le PSB sont en train d'élaborer en vue de la formation du gouvernement. Ces éléments font déjà apparaître que rien ne sera changé fondamentalement à la politique suivie avant les dernières élections.

Le prochain gouvernement entend se conformer aux directives du grand capital en matière économique et sociale, avec toutes les conséquences que cela comporte : vie chère, aggravation du chômage, alourdissement de la fiscalité. Il entend aussi maintenir les liens qui attachent notre pays à l'OTAN et à l'impérialisme américain. Il s'efforcera de sauvegarder les structures unitaires de l'Etat et de réduire la régionalisation à un ensemble de réformes superficielles laissant les principaux leviers du pouvoir entre les mains des forces conservatrices.

Les partis gouvernementaux n'ont donc pas tiré des élections du 7 novembre les conclusions qui s'imposaient. Ce fait n'est pas modifié par certaines concessions que le prochain gouvernement serait disposé à faire, notamment dans le domaine social et dans celui des relations internationales. Il est seulement démontré ainsi que la pression ouvrière et démocratique doit être renforcée très vite.

Dans ces conditions, le Bureau politique ne peut que confirmer la teneur de son communiqué du 17 décembre :

- 1) Le groupe parlementaire communiste refusera la confiance au gouvernement lorsque celui-ci se présentera devant les Chambres;
- 2) La possibilité de changements politiques profonds dans notre pays est plus que jamais liée au développement rapide d'une opposition progressiste structurée et ouverte à toutes les tendances qui veulent lutter pour le socialisme.

§§§

Il apparaît d'autre part que les problèmes scolaires, qui avaient provoqué des tensions entre les futurs partenaires gouvernementaux en décembre, sont loin d'être résolus et susciteront inmanquablement de nouvelles difficultés.

Le Parti communiste réaffirme qu'il est favorable à la conclusion d'un pacte scolaire de type nouveau négocié par toutes les parties intéressées, dans l'intérêt des jeunes et de l'entente entre les progressistes.

C'est précisément la raison pour laquelle il rejette les prétentions exorbitantes des cercles dirigeants de l'enseignement catholique qui réclament la révision du pacte de 1958 dans une optique conservatrice. Céder à ces prétentions conduirait à créer de nouveaux obstacles à une démocratisation réelle de l'enseignement et aggraverait encore une anarchie qui est déplorée également par de nombreux progressistes chrétiens.

Le Bureau politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 7 janvier 1972.

Persmededeling

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij onderzocht de reeds gekende elementen van het regeringsprogramma, dat de CVP en de BSP bezig zijn uit te werken met het oog op de regeringsvorming. Deze elementen laten reeds uitschijnen dat er fundamenteel niets zal gewijzigd zijn aan de politiek, die vóór de jongste verkiezingen gevoerd werd.

De aanstaande regering wil zich schikken naar de richtlijnen van het grootkapitaal op economisch en sociaal gebied, met al de gevolgen die hieruit voortvloeien : levensduurte, toename van de werkloosheid, verzwarende van de belastingen. Ze wil ook de handhaving van de banden die ons land hechten aan de NATO en aan het Amerikaans imperialisme. Zij zal zich inspannen om de unitaire structuren van de Staat te vrijwaren en om de regionalisatie te herleiden tot een geheel van kunstmatige hervormingen, hierbij de voornaamste machtshefbomen in de handen latend van de konservatieve krachten.

De regeringspartijen hebben dus niet de nodige besluiten getrokken uit de verkiezingen van 7 november. Dit feit wordt niet gewijzigd door sommige toegevingen die de a.s. regering geneigd zou zijn te doen, onder meer op sociaal gebied en op dit van de internationale betrekkingen. Er wordt aldus slechts aangetoond dat de arbeiders- en democratische drukking zeer snel moet toenemen.

In deze voorwaarden, kan het Politiek Bureau slechts de inhoud van zijn persmededeling van 17 december bevestigen :

- 1) De kommunistische parlementsgroep zal zijn vertrouwen weigeren aan de regering wanneer deze zich aan de Kamers zal voorstellen;
- 2) De mogelijkheid tot grondige wijzigingen in ons land is meer dan ooit gekoppeld aan de vlugge ontwikkeling van een vooruitstrevende, gestructureerde oppositie, die open staat voor alle strekkingen, die voor het socialisme willen strijden.

§§§

Verder blijkt het dat de schoolproblemen, die in december spanningen hadden teweeggebracht tussen de a.s. regeringspartners, op verra na niet opgelost zijn en onvermijdelijk nieuwe moeilijkheden zullen scheppen.

De Kommunistische Partij verklaart nogmaals dat zij voorstander is voor het afsluiten van een schoolpakt van een nieuw type, uitgewerkt door al de betrokken middens, in het belang van de jongeren en van de verstandhouding tussen de progressisten.

Dat is precies de reden waarom zij de overdreven aanmatigheden van de leidinggevende kringen van het katholiek onderwijs verwerpt, die de herziening van het schoolpakt van 1958 eisen in een konservatieve optiek. Toegeven aan deze aanmatigheden zou leiden tot het scheppen van nieuwe hinderpalen voor een werkelijke demokratizatie van het onderwijs en zou de anarchie nog doen toenemen, die eveneens betreurd wordt door talrijke kristelijke progressisten.

Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België.

Brussel, 7 januari 1972.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België spreekt de ongerustheid en verontwaardiging van alle Belgische kommunisten uit over de bedoelingen die president Nixon koestert inzake de voortzetting van de Amerikaanse agressie tegen Vietnam en gans Indochina, en die hij met cynische openhartigheid verleden zondag voor de Amerikaanse televisie heeft uiteengezet.

Achter schoonschijnende beloften voor een voortgezette terugtrekking der Amerikaanse troepen uit Vietnam dreigt president Nixon immers met een nieuwe eskalatie! De jongste massale bombardementen op de Demokratische Republiek Vietnam, waarbij opnieuw vele slachtoffers vielen onder de burgerbevolking, hebben aan die bedreiging reeds een begin van uitvoering verschaft.

De Amerikaanse president kondigt nieuwe luchtaanvallen aan, en gebruikt daarbij het demagogische argument der vrijlating der Amerikaanse krijgsgevangenen door de Vietnamezen als voorwendsel en chantagemiddel. Buitendien, en blijkbaar om het hoofd te bieden aan de mislukking van zijn zogenaamde "Vietnamiserings"-politiek, wil Nixon in Zuid-Vietnam een belangrijke Amerikaanse strijdmacht blijven onderhouden. Dit gaat dan gepaard met een verhoogde inzet van de meest geraffineerde middelen der door het Pentagon ontwikkelde moderne oorlogs- en uitroeitechnieken.

De Amerikaanse regering verwijt aan de regering van de Noordvietnamese Demokratische Republiek, en aan de Voorlopige Revolutionaire Regering van Zuid-Vietnam, dat ze de vredesonderhandelingen op de konferentie van Parijs saboteren. Maar het is integendeel diezelfde Amerikaanse regering die hardnekkig weigert de discussie aan te gaan over het 7-puntenprogramma dat door de Zuidvietnamese delegatie bij monde van Mevrouw Thi-Binh aan de konferentie werd voorgelegd. En zulks alhoewel dit 7-puntenprogramma een ernstige en realistische grondslag biedt voor het beëindigen van de oorlog in Vietnam.

Tegenover de toenemende moeilijkheden die de Nixon-administratie in eigen land en in de wereld ontmoet, heeft de Amerikaanse president blijkbaar de strategie van de vlucht voorwaarts en van de voortgezette agressie gekozen.

Op deze strategie steunt trouwens zijn kieskampagne.

Het is dringend nodig dat de openbare mening van ons land, en al degenen die begaan zijn met het lot van het Vietnamese volk en met de wereldvrede, zich tenvolle rekenschap geven van de grote gevaren die dergelijke politiek in zich draagt. Men koestere geen valse illusies! De oorlog in Vietnam en de lijdensweg van het voor zijn vrijheid strijdende Vietnamese volk - en van alle volkeren van Indochina - gaan verder. Slechts de druk van alle democratische krachten in de wereld kan de Amerikanen dwingen tot het trekken van de realistische besluiten uit hun nederlagen in Indochina en tot het terugtrekken van hun gehele agressiepotentieel.

.../.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België roept daarom alle democratische krachten in ons land op, hun politieke, materiële en morele steun aan de Indochinese verzetsstrijders met alle kracht en zonder versagen te ontwikkelen. Van de Belgische regering moet geëist worden dat zij terzake op zichtbare en konkrete wijze stelling kiest. De openbare steun aan het 7-puntenprogramma der Voorlopige Revolutionaire Regering van Zuid-Vietnam en de opname van diplomatieke betrekkingen met Hanoi (zoals reeds door andere Westeuropese regeringen werd gedaan) zouden een betekenisvolle Belgische bijdrage zijn tot het herstel van de vrede in Indochina.

Nu Nixon gekozen heeft voor de voortzetting der agressie, is voor elke democraat de solidariteit het hoogste gebod!

Het Politiek Bureau der Kommunistische
Partij van België

Brussel, ~~10~~ januari 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 10 janvier 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE DU B.P.

Chers Camarades,

L'aile wallonne du Bureau politique se réunira le

VENDREDI 14 JANVIER 1972 A 10 HEURES.
=====

A l'ordre du jour :

- Le règlement du Conseil Culturel : Levaux
- Remplacement de R. Noël au C.E.R.W.
- Inventaire des contacts à prendre pour
faire progresser la constitution de fronts.

N.B. : La réunion sera éventuellement poursuivie par
une assemblée plénière du B.P.

Fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 12 janvier 1972

A TOUTES LES FEDERATIONS

=====

Chers Camarades,

Le Bureau Politique insiste pour que l'on tienne compte, lors de la composition du nouveau Comité fédéral, de la nécessité que celui-ci se compose de camarades qui souscrivent pleinement **aux** décisions du dernier Comité Central et qui sont en mesure d'oeuvrer pour leur réalisation. Il s'agit donc en premier lieu de ces camarades qui peuvent fournir une contribution sérieuse à la réalisation du front des progressistes dans la région.

Il serait par conséquent souhaitable que la possibilité soit donnée au représentant du Bureau Politique de siéger dans la commission fédérale des candidatures.

Fraternellement,

A. De Coninck

La. H. Coninck

Persmededeling van het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België.

De Voorzitter van de K.P.B., Marc DRUMAUX, ontving vandaag kameraad Stane DOLANE, lid van het Uitvoerend Bureau van het Voorzitterschap van de Joegoslavische Kommunistische Liga.

Het onderhoud, dat plaatsgreep in een vriendschappelijk klimaat, handelde over de wederzijdse samenwerking. Het bood de gelegenheid tot een uitwisseling van informaties over de activiteiten van binnenlandse- en buitenlandse politiek van beide partijen.

Brussel, 19 januari 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29

1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 17 janvier 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 21 JANVIER 1972 A 10 HEURES.

=====

A l'ordre du jour :

- Problèmes internationaux

Bilatérale PCB - PCUS : Debrouwere

Chine : J. Terfve

Sécurité européenne.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK

P.S. - Pour rappel : Il a été décidé de prévoir éventuellement
une 2e séance du BP l'après-midi, si la
discussion n'était pas terminée au cours
de la matinée.

Aux membres du Bureau politique

Problème Chine

Jean Terfve

En ce qui concerne - vie mouvement communiste international
- développement politique globale efficace contre
impérialisme et spécialement U.S.A.
rupture de fait entre Chine et essentiel pays socialistes
élément capital et source de difficultés.

Plus perceptible encore au tournant actuel
- marqué par fléchissement grave de l'impérialisme U.S.
se manifestant
- dans échec au Vietnam
- crise économique et monétaire
- crise interne (problème noir etc..)
engendrant contradictions interimpérialistes
- affrontement économique et monétaire
- problème de présence militaire en Europe
politique R.F.A.
débouchant sur
recherche formes nouvelles sécurité
coopération

Unité serait particulièrement utile
Or loin d'être réalisée

Cause essentielle Chine

avec tendances centrifuges qu'elle entraîne

Parti Vietnam - Coréen
- en partie japonais
- en partie roumain-australien

difficultés à faire front homogène

Conf. P.C.

Conf. anti-impérialiste

création de divisions internes utilisées par impérialisme
qui joue sur ces contradictions.

Flottements idéologiques à l'intérieur

- dans les milieux extérieurs susceptibles de rallier
front anti-impérialiste

jeunes, etc.

Tiers Monde.

Sur plan international voir que l'on s'achemine vers
situation nouvelle

depuis '50 existence de 2 puissances nucléaires majeures
les autres secondaires

apparition 3e puissance nucléaire majeure - Chine
poids et importance capitale.

Ces 3 puissances créent conditions différentes
utilisation des divergences et convergences

dès à présent préparation à cette situation.

.../..

D'où intérêt capital à rétablir unité intersocialiste possible ? difficile de répondre

certaines recherches et efforts cohérents - indispensable.

Pour aborder problème - partir série éléments.

Chine est-elle pays construisant socialisme
ou est-elle dans autre camp

pas de doute possible

construction du socialisme en Chine
dans ses propres conditions et selon ses méthodes
liées à ses traditions et ses problèmes.

Caractéristiques

- rôle de la paysannerie
- repliement sur elle-même avec conséquence
compter sur ses propres sur rapports exté-
forces rieurs
- lutte contre stratifications bureaucratiques
- suprématie donnée à l'idéologie
- refus des incitants matériels, etc

explicables par conditions propres
par tentatives d'éviter certaines erreurs
constatées autre part.

Formes chinoises sont-elles justes ?

problème complexe

certaines choses justes
certaines manifestement erronées
certaines non déterminées voir résultats
correspondance avec réa-
lités et possibilités.

Ne pas s'engager dans cette voie
liberté et non ingérence
recherches autonomes
utilité élargissement marxisme

objet possible de
discussions idéo-
logiques pour
avancer sans plus.

problème deviendrait différent
si mesures conduisaient à retour
au capitalisme.

Voir à ce moment responsabilités à prendre
de la part du mouvement dans son ensemble

mais pas la question pour l'instant.

acceptation des divergences
des modes propres, etc.

Mais sommes en présence autre phénomène

Chine sort de son cadre propre.

- Conteste valeur orientations du mouvement communiste sur points
essentiels :

- coexistence pacifique

(tactique et non stratégie)

.../..

- mode de passage au socialisme
(violence nécessaire
révolution au bout du fusil)
- déstalinisation
- importance relative des composantes antiimpérialistes - rôle du Tiers Monde.
- Tend à s'élargir en modèle et en tête de file du monde socialiste modèle
partisans du parti chef (leurs positions antérieures)
- Intervient dans les affaires intérieures des partis
jusqu'à création courants scissionnistes.
- Portent l'attaque contre certains partis et pays
plus spécialement l'URSS
dont ils contestent le caractère socialiste qu'ils accusent de vouloir rétablir capitalisme.
- Emettent des revendications territoriales intersocialistes
allant jusqu'au recours à la force.
- Se refusent à toute espèce d'actions antiimpérialistes communes.

Orientation nationaliste et hégémonique prend le dessus et s'impose comme ligne directrice

d'où stratégie particulière
système d'alliance en cours
s'accentue avec politique rapprochement USA
pour faire pièce au Japon et exercer pression sur URSS.

Cette orientation conséquence de divers éléments

- force réelle
- isolement
- danger de l'exemple soviétique en fonction formes
adoptées du régime.
- erreurs commises vis-à-vis d'elle
spécialement par l'URSS
 - assistance
 - transformation stratégie atomique, etc.

bien que certains découlent situation objective,
par ex. : impossibilités assistance appropriée
nécessité coexistence pacifique, etc.

Nous ne pouvons soutenir Chine dans cette orientation
Nous ne pouvons pas établir équidistance entre
Chine et URSS - ni si celle-ci a certaines
reproches à se faire.

Devant importance problème

essayer faire quelque chose pour aider à surmonter
sur base : non ingérence interne
refus ingérence chinoise

- Soutenir entrée Chine à l'ONU contre théorie des 2 Chines.
 - Renouer relations Parti pour discussion
 - Examen avec d'autres P.C. Italien forme de bons offices
- avec comme perspective : front antiimpérialiste
- anti U.S.A.

SECURITE EUROPEENNE

RENCONTRE DES 11 - 12 - 13 JANVIER 1972 - BRUXELLES

RAPPORT INTRODUCTIF

(Tafre)

Mesdames, Messieurs, mes chers amis,

Il ne faudrait pas voir dans la présentation du rapport introductif à la présente rencontre par un Belge, une manifestation d'un quelconque impérialisme.

C'est la conséquence logique et inévitable de la charge confiée par Rencontre préparatoire de juin et par Groupe de Travail d'octobre à ceux qu'on a appelé les promoteurs ou les initiateurs.

Nous sommes collectivement comptables devant vous du travail réalisé.

Nous avons l'obligation de présenter pour la présente réunion un projet d'ordre du jour et des suggestions sur les modalités et méthodes de travail. Il vous appartiendra de prendre les décisions à leur sujet.

Nous avons pensé qu'il serait utile également de faire quelques suggestions sur les perspectives, sur les suites du travail qui découleront de notre réunion.

Celle-ci n'est qu'une étape dans un processus qui est loin d'être achevé. Je traiterai successivement de ces 3 points.

- En ce qui concerne le travail réalisé

il est juste de partir des conclusions de la réunion du Groupe de travail du 19 octobre 1971.

Celles-ci concrétisées dans le communiqué rédigé à l'issue des travaux par le groupe belge.

J'en redonne la lecture parce qu'il synthétise bien l'ensemble du problème

(reprendre texte du communiqué)

.....

Sur base d'un memorandum - dont la quasi totalité des participants à la rencontre de ce jour ont pu prendre connaissance, les contacts ont été repris et multipliés par des méthodes diverses allant des contacts personnels, aux contacts écrits, aux entrevues bilatérales et à l'envoi de délégations. L'effort a surtout été axé en direction des pays et des milieux insuffisamment touchés lors des deux réunions précédentes et dont la non représentation risquait de créer certains déséquilibres et d'enlever à un Comité d'Initiative l'impact qu'il est indispensable qu'il ait sur l'opinion publique européenne.

Nous pensons que des résultats substantiels ont été enregistrés dans ce domaine. Nous en voyons la preuve dans la composition même de la présente rencontre. Nous ne devons pas tenir compte uniquement de ceux qui sont physiquement présents mais voir aussi l'importance de ceux qui nous ont marqué par écrit leur sympathie et leur intérêt. Nous pensons aussi à ceux avec qui des contacts ont été noués, contacts qui n'ont pas encore donné tous leurs effets mais qui seront repris et prolongés avec des espoirs très sérieux de les mener à des conclusions positives. Il sera utile d'en tenir compte au moment de la constitution du Comité d'Initiative de la Grande Assemblée.

Voyons cependant clairement que ce travail d'élargissement n'est pas terminé. Nous sommes encore loin d'avoir touché l'ensemble des représentants des forces réelles qu'à juste titre nous avons la préoccupation de mobiliser. Ceci ne doit pas nous inquiéter ni moins encore freiner l'élan de notre action. Les progrès enregistrés depuis six mois marquent la mesure de ce qu'il est possible de faire.

Toutefois, ceci donne plus de poids encore à ma préoccupation qui a été la nôtre depuis le départ et qui a été respectée : celle de l'ouverture permanente. Moins que jamais nous ne devons l'abandonner.

.../...

Nous pensons que jusqu'au moment même de la tenue de la Grande Assemblée il est indispensable d'assurer libre accès avec égalité de droits à ceux qui veulent se joindre au Comité d'Initiative et aux préparatoires.

A notre sens, l'actuelle rencontre de janvier a atteint un degré de représentativité qui lui permet de constituer un Comité d'Initiative lançant un appel à l'opinion publique européenne, de fixer la date, le lieu et les modalités d'organisation d'une Grande Assemblée de l'opinion publique européenne. Ce sont d'ailleurs les solutions à apporter à ces questions qui doivent être le centre des travaux de notre rencontre actuelle.

Cette situation a été rendue possible grâce à l'effort accompli au cours de ces derniers mois par les comités et groupes nationaux, par certains participants individuels qui pour partie importante ont rempli les engagements qu'ils avaient pris lors des réunions précédentes.

Nous devons voir également que le déroulement des événements internationaux contribuent à créer des conditions positives pour le développement de notre action.

Les accords réalisés sur le problème de Berlin et sur celui des relations entre les deux Allemagnes ont éliminé une série d'obstacles. L'inlassable effort déployé par certains pays dans leurs actes de politique internationale s'appuyant sur une prise de conscience grandissante de milieux très divers créent un climat favorable à l'élaboration de formes nouvelles de sécurité et de coopération européennes.

Bien sûr des difficultés sérieuses subsistent. On se trouvera encore en présence de tentatives de faire naître de nouveaux préalables, en présence d'opérations retardataires.

Mais on est en droit de penser que dès à présent il s'est créé un courant irréversible vers l'organisation de la sécurité et de la coopération européennes. Il justifie l'effort que nous avons entrepris pour faire de

.../..

l'opinion publique européenne un élément actif de cette construction.

Il justifie l'optimisme raisonné qui est à la base de nos travaux.

- Deuxième point

Propositions pour le déroulement de notre réunion actuelle.

- Nous proposons le temps de travail suivant :

- Mardi 11 janvier

matin de 11 h. à 13 heures : séance plénière - avec exposé du rapport introductif

13 h.30 : repas en commun dans les locaux de la réunion.

après-midi : de 15 h. à 18 h.30 : discussion générale.

- Mercredi 12 janvier

matin de 9 h.30 à 13 h. : continuation de la discussion générale et conclusion de cette discussion.

13 h.30 : repas en commun dans les locaux de la réunion.

après-midi : de 15 h. à 18 h.30 : réunion en groupes de travail.

- Jeudi 13 janvier

matin de 9 h.30 à 13 heures : rapport sur les travaux des groupes

discussion

conclusions générales de la réunion

après-midi à 15 heures : Conférence de presse.

La constitution des groupes de travail qui se réuniraient le mercredi

après-midi serait faite en fonction de conclusions de la discussion générale.

Nous pensons que celle-ci devrait être axée sur une série de questions très précises et très concrètes :

- Croyons-nous que la situation justifie la tenue d'une Grande Assemblée de l'opinion publique européenne sur les questions de sécurité
- .../..

et de coopération.

- Estimons-nous que notre réunion actuelle est qualifiée pour jeter les bases d'un Comité d'Initiative, pour rédiger un appel, pour prendre les premières mesures d'organisation de cette Assemblée.
- Quelle dénomination donnerions-nous à cette Assemblée.
- En quel endroit se réunirait-elle.
- A quelle date serait-elle convoquée.
- Quelles seraient les premières mesures de préparation et d'organisation qu'il conviendrait de prendre dès à présent.

Sur cette base nous suggérons que notre réunion se divise mercredi après-midi

- en 3 groupes de travail d'importance numérique relativement égale.

Le Groupe n° 1 serait chargé :

de la rédaction d'un appel
de la rédaction d'un texte d'invitation à la Grande Assemblée.

Le Groupe n° 2 examinerait les questions relatives à la préparation de l'Assemblée, c.à.d. :

la constitution d'un Comité d'Initiative
la constitution d'un Secrétariat opératif
la liaison Secrétariat - Comité d'Initiative
les mesures à mettre en oeuvre pour obtenir la participation la plus large
les mesures à mettre en oeuvre pour sensibiliser les couches les plus larges de l'opinion publique sur la tenue de cette Assemblée.

Le Groupe n° 3 aborderait les questions d'organisation de l'Assemblée

- les grandes lignes d'un ordre du jour de cette Assemblée

.../..

- les modalités du travail préparatoire

Commissions de travail - rapports - rapporteurs éventuels.

Nous pensons que la réalisation de ces objectifs importants réclame de notre part une méthode et une discipline de travail qui nous sont imposées par le temps relativement court dont nous disposons. Elles portent sur certains points.

- Présidence des séances

Le système qui a nos préférences de principe est celui des présidences multiples, alternées. Il donnerait le moyen à chaque groupe d'exercer cette présidence et serait le reflet de notre souci d'assurer une parfaite égalité entre tous. Toutefois le nombre réduit de séances de travail ne nous permet pas de réaliser cette alternance d'une façon rigoureuse et équilibrée.

C'est pourquoi nous suggérons une formule de compromis. Une alternance de présidence entre le groupe des initiateurs belges et ceux des représentants de l'Autriche et de la Finlande, pays dont l'attitude à l'égard de la sécurité européenne est particulièrement positive. Il appartient à l'Assemblée de se prononcer immédiatement sur ce point.

En ce qui concerne les Groupes de travail nous pensons qu'il serait utile qu'ils constituent eux-mêmes un Bureau au sein duquel serait désigné un rapporteur.

Pour alléger le travail à la réunion finale de jeudi matin, nous suggérons que les trois rapporteurs prennent contact avec le Chanoine Goor qui se chargerait de présenter la synthèse des conclusions auxquelles seraient arrivés les 3 groupes de travail.

Temps de parole

Nous pensons qu'il serait sage, dès le début de notre réunion, de fixer pour chaque intervenant un temps de parole maximum.

.../..

Cette méthode permet d'assurer une participation numériquement importante à la discussion et une égalité de traitement entre chacun des orateurs. Elle aide pour le surplus à centrer la discussion sur les points essentiels.

Compte tenu du temps dont nous disposons, nous suggérons

de **fixer** à 10' le temps de parole dans la discussion générale de mardi après-midi et de mercredi matin

de ramener ce temps à 5' pour les interventions qui se feront au cours de la dernière réunion générale de jeudi matin.

- Nous croyons enfin qu'il serait peut-être bon d'adopter certaines méthodes novatrices, qui ont fait leurs preuves au cours des discussions et des débats qui se sont déroulés ces derniers temps, en l'espèce : la présence aux côtés des présidents de séance de ce qu'on a appelé modérateur ou coordinateur dont la mission consiste à intervenir, quand le besoin s'en fait sentir, en vue de ramener le débat à ses aspects essentiels et d'éviter qu'il ne se dilue dans des digressions inutiles.

La présence de ce modérateur n'a rien d'une mesure contraignante. Elle est une simple mesure de protection qui souvent est rendue inutile par l'autodiscipline des orateurs.

- Dernière suggestion en ce qui concerne l'organisation même de nos travaux. Afin d'éviter la concentration de toutes les prises de décision sur la seule séance terminale de jeudi matin, nous proposons qu'à la fin de la séance plénière de mercredi matin on fasse le point des questions précises sur lesquelles s'est dégagé un accord unanime et qu'elles soient considérées comme décisions prises par la réunion.

La séance terminale de jeudi matin serait essentiellement orientée sur les prises de décision relatives aux questions soumises à l'Assemblée par les 3 groupes de travail.

.../...

Enfin en ce qui concerne un éventuel communiqué final de nos travaux, nous pensons qu'il pourrait être remplacé par l'annonce des décisions qui seraient prises quant au lieu et date de la Grande Assemblée et par la communication du texte de l'Appel qui serait lancé.

Ces décisions pourraient d'ailleurs être commentées au cours de la Conférence de presse qui se tiendra jeudi à 15 heures.

- Troisième et dernier point

Avis et suggestions du groupe des promoteurs belges sur certains problèmes situés au centre de nos travaux. Ils ont simple valeur de contribution à la discussion générale.

- En ce qui regarde l'appellation de l'Assemblée, il nous paraît qu'elle devrait contenir d'une façon très explicite la notion de participation de l'opinion publique. Nous suggérons le terme :

Assemblée de l'opinion publique européenne
pour la sécurité et la coopération.

- Sur le lieu de tenue de l'Assemblée, nous croyons que les raisons qui ont fait choisir Bruxelles comme endroit de rencontre des réunions préparatoires subsistent. Il nous apparaît que, sauf modifications imprévues, les conditions politiques permettent de croire qu'il n'y aura pas d'obstacles de ce côté. Au point de vue des conditions matérielles - elles existent, à la condition que la décision de date soit prise dès à présent.

- Date de l'Assemblée

Il nous paraît que l'on pourrait envisager le début de juin 1972 et plus précisément les 2, 3, 4 et 5 juin.

Il se serait ainsi écoulé près d'une année entre la première réunion préparatoire et la date de la réalisation définitive.

Nous pensons que cette date est politiquement favorable.

.../..

Elle se situe dans la longue période de la préparation de la Conférence des Etats et peut prendre figure de relai important.

Pour le surplus, elle laisse libre au lendemain de sa tenue une période utile pour une éventuelle continuation du travail. Nous pensons en disant cela à l'organisation de colloques destinés à préciser certaines questions comme les modalités de la sécurité, les formes de la coopération économique et technique, celles de la coopération culturelle - sujets qu'il sera vraisemblablement difficile d'examiner en profondeur au cours de l'Assemblée de juin.

On ne doit pas se dissimuler toutefois que la proposition de fixer l'Assemblée à une date aussi rapprochée provoquera de sérieuses hésitations. Elle en a d'ailleurs suscité déjà au sein de notre propre groupe. D'aucuns ont mis en avant la date de fin octobre.

Opérativement la date de fin octobre ne modifie guère les conditions de travail. Nous devons tenir compte de l'inévitable entr'acte des mois de juillet et d'août, dont nous avons d'ailleurs fait l'expérience l'an dernier.

Le risque existe que la fixation à l'automne limite en fait la durée de préparation réelle à deux mois - septembre et octobre - ce qui est nettement insuffisant. Par contre, si nous entamons immédiatement le travail en vue de juin nous avons devant nous une période de 3 1/2 mois.

Nous tenons toutefois à insister de la façon la plus pressante sur les impératifs qu'entraîne pour tous une fixation rapprochée.

Ce sont : le développement immédiat et non stop du travail de tous les comités et groupes nationaux en vue de l'élargissement et de la multiplication des participants;

la constitution à très brève échéance d'un organe d'exécution, numériquement important et doté des moyens matériels nécessaires

.../..

res à l'accomplissement des tâches multiples qui lui seront posées. Ceci aussi implique une collaboration concrète de tous les comités et groupes nationaux.

Si ces conditions sont réellement remplies, nous pensons que l'on peut retenir les dates de juin, mais nous insistons sur le fait que ces conditions sont impératives et qu'elles impliquent de la part de tous des engagements précis.

- Comité d'Initiative ou Comité d'Appel.

Nous pensons que la base de celui-ci devrait sortir de la réunion présente. Ce Comité serait composé des personnalités présentes ou ayant marqué leur accord écrit avec notre action qui apparaîtraient comme les plus susceptibles d'exercer, en signant l'appel, une influence attractive sur les couches les plus larges de l'opinion publique européenne.

Chaque comité ou groupe nationaux présents devrait donner dès à présent les indications nécessaires à ce sujet, et faire parvenir les compléments au plus tard dans la quinzaine.

Toutefois, reprenant le thème que nous avons déjà abordé dans la première partie de ce rapport nous pensons que la liste des appelants doit rester ouverte. Nous devons solliciter dans les semaines qui viennent de nouvelles adhésions en déployant pour atteindre cet objectif une activité intense sous formes de contacts divers, de délégations etc..

Nous voyons donc la constitution immédiate d'un Comité d'Initiative ou Comité d'Appel susceptible de s'élargir en permanence.

- Groupe préparatoire

Il nous apparaît comme irréaliste de vouloir faire jouer à ce Comité d'Initiative le rôle de Comité organisateur de l'Assemblée. Sa réunion à intervalles rapprochés s'avèrerait impossible; pour le surplus, son ampleur même ne lui permettrait pas un travail réellement opératif.

.../..

L'idée d'un Comité exécutif multinational restreint peut apparaître comme séduisant à première vue.

Nous craignons qu'elle ne se heurte à des difficultés quasi insurmontables de composition tant pour la représentation de tous les pays que pour celle des divers courants d'opinion.

C'est pourquoi nous suggérons non comme solution idéale mais comme mesure pratique et efficace la constitution d'un secrétariat opératif chargé du travail de préparation de l'Assemblée. Ce secrétariat serait composé d'un certain nombre d'éléments permanents techniquement qualifiés. Il serait au surplus assisté par des représentants envoyés d'une façon constante ou temporaire par les divers **Comités** et groupes nationaux qui en auraient le désir et la possibilité.

Ce secrétariat ne constituerait pas une instance de direction mais essentiellement un organe d'exécution. Il mettrait en oeuvre les décisions prises par notre rencontre actuelle.

Il serait toutefois nécessaire de prévoir entre la fin de la présente rencontre et la tenue de l'Assemblée une réunion qualifiée pour trancher les questions qui pourraient se poser et qui dépasseraient la compétence du secrétariat.

Nous suggérons à cette fin, dans le courant du mois d'avril, une réunion comparable à celle qui s'est tenue en octobre, à laquelle participeraient des représentants des comités et groupes nationaux et les membres du Comité d'Initiative qui en manifesteraient le désir.

- Dernier point : celui du financement.

Nous pensons que celui-ci devra être assuré par les contributions volontaires des Comités et Groupes nationaux et des organisations participantes. Ceci implique de leur part un travail spécial qui doit être entamé immédiatement. Ce problème doit être posé dès le départ.

.../..

Nous suggérons au surplus qu'un droit d'inscription, d'un taux modéré, soit demandé à chaque participant à l'Assemblée.

Cet ensemble de suggestions vise un certain nombre de problèmes. Il ne les aborde pas tous. Le travail de précision des divers points devant être essentiellement la tâche de la présente réunion et de ses groupes de travail.

En présentant ce rapport introductif le groupe des initiateurs belges espère avoir rempli pour une part importante la mission qui lui avait été confiée par les réunions antérieures.

Communiqué

Le groupe parlementaire communiste s'est réuni aussitôt après la lecture de la déclaration gouvernementale devant les Chambres.

Il constate que, tant le contenu de la déclaration que la composition de la nouvelle équipe ministérielle indiquent la volonté de celle-ci, par-delà quelques concessions limitées à la pression populaire, de poursuivre et d'aggraver, dans les nouvelles conditions créées par la détérioration de la situation économique et financière, la politique pro-capitaliste, anti-fédéraliste et atlantique du gouvernement Eyskens-Cools, première manière.

Une telle orientation ne pourra manquer de susciter un mécontentement et une opposition croissants dans le monde du travail et dans l'opinion démocratique de Wallonie, de Flandre et de Bruxelles - mécontentement et opposition dont des signes caractéristiques se sont déjà manifestés, notamment dans les rangs du mouvement syndical.

Dans ces conditions, le groupe considère qu'en ce début de législature, il s'impose avec une acuité nouvelle d'oeuvrer en vue du regroupement des forces progressistes, opposées à la politique du grand capital et des cénacles restreints qui donnent le ton dans les partis gouvernementaux, et décidées à frayer le chemin à une profonde rénovation démocratique du pays.

§§§

La position des communistes et les raisons de leur refus d'approuver la déclaration gouvernementale seront exposées, lors du débat à la Chambre, par les députés Marc DRUMAUX, président du P.C.B., Louis VAN GEYT, que le groupe parlementaire a élu à sa présidence, et Marcel COUTEAU.

Bruxelles, le 25 janvier 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 25 janvier 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 28 JANVIER 1972 A 10 HEURES .
=====

A l'ordre du jour :

- Problèmes de politique intérieure.
- Congrès Brabant Wallon.

Fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK